

Leçon n°3. La population active, reflet des bouleversements économiques et sociaux : l'exemple de la France depuis les années 1850

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

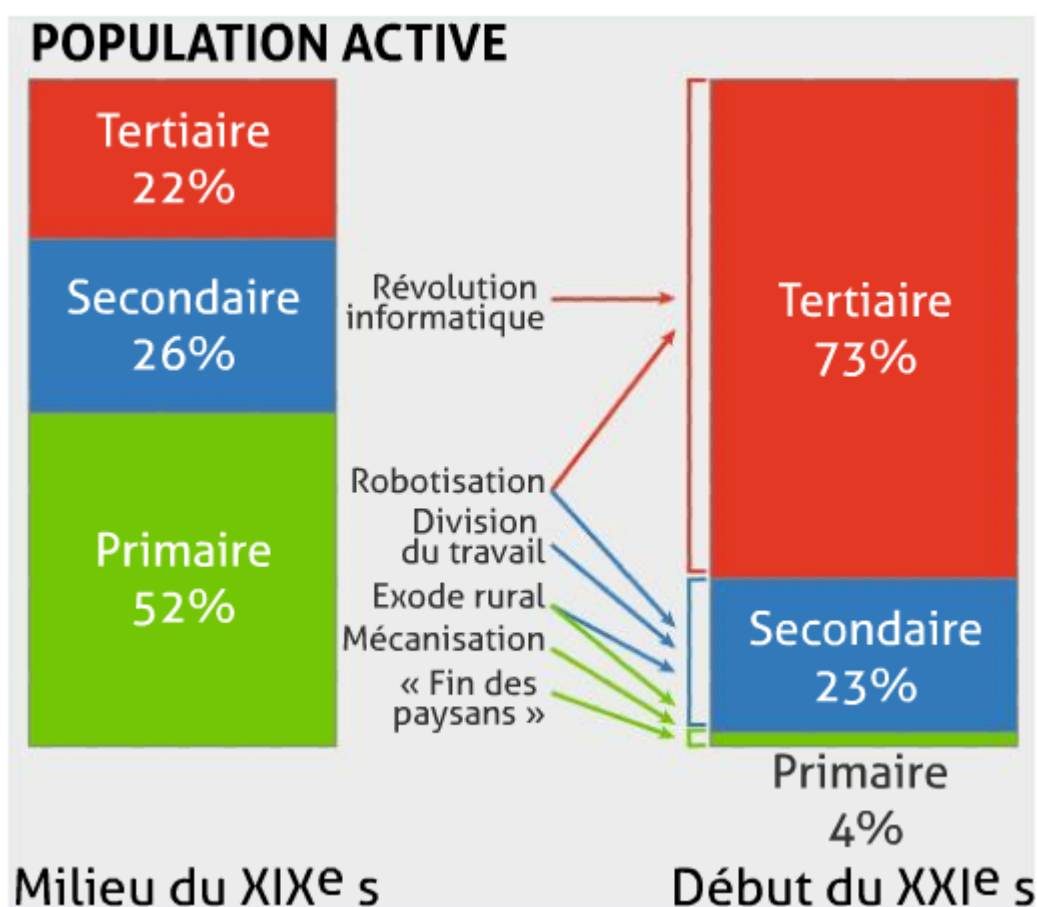
En 1850, les Français étaient encore majoritairement des agriculteurs. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'industrie devient l'activité la plus dynamique, puis elle est détrônée par les services à partir de 1955. Ces transformations entraînent l'exode rural et l'urbanisation du pays. La plupart des Français deviennent alors des salariés et leur niveau de vie progresse fortement.

- problématique :

En quoi les mutations de la **population active** reflètent-elles les mutations économiques et sociales ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord en quoi les années 1850-1970 sont marquées par l'essor de la population ouvrière et le déclin de la paysannerie. Puis nous étudierons le passage à une **SOCIÉTÉ POSTINDUSTRIELLE** à partir des années 1970. Enfin nous nous intéresserons à la féminisation croissante de la **population active**.



I. La société industrielle : essor de la population ouvrière et déclin de la paysannerie (1850-1970)

a. L'essor et la diversification de l'emploi industriel

- Entre 1851 et 1962, la **population active** progresse et se stabilise autour de 20 millions de personnes. Le secteur secondaire, en essor rapide à partir de 1850, devient en 1926 le principal employeur avec un tiers des actifs.
- Entre les deux guerres, la diffusion de l'**organisation scientifique du travail** transforme l'usine et façonne une nouvelle classe ouvrière qui prend alors réellement conscience de son importance. Grâce aux mouvements sociaux (combats des socialistes et des syndicats notamment), la condition ouvrière s'améliore : le travail des enfants disparaît lentement et la durée du travail diminue (congés payés).
- Pendant les « Trente Glorieuses » (1945-1975), l'emploi industriel se diversifie : les **ouvriers spécialisés** (OS), peu qualifiés, se recrutent souvent au sein de la main-d'œuvre immigrée ; les ouvriers qualifiés (OQ) ont bénéficié de la démocratisation de l'enseignement et peuvent profiter d'une société de consommation où règne le **plein emploi**.

b. La « fin des paysans »

- L'essor de l'industrie s'accompagne d'un déclin du secteur agricole. Dès le milieu du XIXe siècle, l'industrialisation permet la mécanisation progressive des campagnes les plus riches et renforce l'attraction des villes. Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles dont le travail a été remplacé par les machines, partent se faire embaucher dans les usines ou dans les administrations.
- L'**exode rural** est plus lent en France : le taux de population urbaine ne dépasse 50% qu'en 1931 ; dans les années 1950, les effectifs diminuent rapidement alors que le progrès technique et l'intégration européenne changent le travail agricole.
- En 1967, paraissent deux livres évocateurs. Les transformations sont telles que le sociologue Henri Mendras évoque la « **fin des paysans** », c'est-à-dire la fin d'un mode de vie. Michel Debatisse, exploitant et syndicaliste agricole intitule son ouvrage *La Révolution silencieuse* pour montrer le caractère fondamental que prend cette transformation pourtant peu médiatisée.

c. Le développement du salariat, du tertiaire et la lente affirmation de l'Etat providence

- La période est marquée par le développement du salariat au détriment du travail indépendant. La progressive marginalisation du secteur primaire au profit des secteurs secondaire puis tertiaire a eu pour effet d'accroître la **SALARISATION** : désormais, l'essentiel des actifs travaillent pour le compte d'un employeur.
- Très modéré entre 1850 et les années 1960, le chômage connaît des périodes de flambée qui correspondent aux périodes de dépression économique, dans les années 1880 ou dans les années 1930. La période 1945-1970 est marquée par le **plein emploi**.
- La perception de l'État a été bouleversée au long de la période. La Libération le concevait comme un instrument de la reconstruction, notamment par un rôle d'arbitre économique (lois sur le travail) et de garant des minima sociaux (Etat-providence). Plusieurs actions ont été menées comme les aides à l'emploi (création de l'ANPE en 1967, du **SMIC** en 1970). Du fait des luttes sociales et des politiques de redistribution, les salaires ont régulièrement augmenté alors même que le temps de travail est allé en diminuant. En conséquence, le niveau et la qualité de vie des Français se sont sensiblement élevés.

2. Vers une **SOCIÉTÉ POSTINDUSTRIELLE** : cols blancs, diversité et précarité à partir des années 1970

a. La « **DESINDUSTRIALISATION** » et la reconversion difficile des vieilles régions industrielles

- Le secteur secondaire, moteur des progrès économiques et sociaux, compte encore 40 % des actifs en 1974. Mais dès la fin des années 1960, le monde ouvrier entre en crise. La troisième révolution industrielle et la concurrence des pays asiatiques entraînent la suppression de nombreux emplois. Le ralentissement de la croissance et l'accélération de la mondialisation, poussent les entreprises à améliorer leur compétitivité, avant même le choc pétrolier de 1973.

- Les « **pays noirs** » traversent une crise profonde. La « **DESINDUSTRIALISATION** » est marquée par la fermeture d'usines et l'extension des friches industrielles. Les grands bassins industriels, comme le Nord-Pas-de-Calais, subissent de profondes restructurations. La robotisation réduit durablement l'emploi ouvrier, qui recule au profit de tâches de maintenance industrielle et d'activités tertiaires. Les délocalisations, les relocalisations, ainsi que les reconversions, entraînent des licenciements et suscitent aujourd'hui encore des mouvements sociaux. Même si la **DESINDUSTRIALISATION** doit être nuancée, ces profondes mutations économiques aboutissent à l'éclatement du monde ouvrier.

b. La montée de « **cols blancs** » et des emplois qualifiés

- Les services deviennent le principal secteur d'activité. L'amélioration des conditions de vie (société de consommation et de loisirs) et les évolutions technologiques (informatisation) créent de nombreux emplois de « **cols blancs** ».

- La **tertiarisation** de l'économie s'accélère. En témoignent l'explosion des emplois de bureau et de services, l'augmentation du nombre de fonctionnaires, l'essor des professions intermédiaires et des ingénieurs, le triomphe enfin de la figure du cadre. La persistance d'une croissance ralentie implique des tentatives d'adaptation à la mondialisation, aux succès mitigés. L'essor des NTIC et des services aux entreprises fait du tertiaire le secteur le plus créateur d'emplois.

- Le niveau de qualification des actifs tend à s'élever (massification de l'enseignement secondaire à partir des années 1950, puis supérieur à partir des années 1960), ce qui rend la reconversion des actifs peu qualifiés plus difficile. Les qualifications diplômantes sont cependant indispensables sur un marché du travail saturé.

c. Un chômage de masse, une précarité des emplois et une intégration difficile des jeunes sur le marché du travail

- Le taux de chômage augmente de 1975 à 1995, pour des raisons économiques (croissance plus faible, mutations technologiques) et démographiques (arrivée des dernières générations du « baby-boom » sur le marché du travail). Il touche surtout les ouvriers, les femmes, les jeunes et les seniors. Depuis 1990, il touche aussi les personnes à haut niveau d'études, épargnées jusque là.

- Les emplois précaires se multiplient (intérim, CDD, contrats à durée déterminée), du travail à temps partiel, des emplois la nuit et les jours fériés ou le dimanche. La **loi sur les 35 heures (votée en 1998)**, dans la logique d'un « partage du travail », n'a pas eu les effets escomptés.

- La crise de mars-avril 2006 à propos du CPE (Contrat Premier Emploi) a montré les tensions existant chez les jeunes sur la question du chômage et de l'emploi.

3. Une manifestation majeure des mutations sociales : la féminisation croissante de la **population active**

a. Avant 1945, peu de responsabilités économiques

- Au XIXe siècle, les femmes sont présentes dans l'agriculture et l'industrie textile.
- La Grande Guerre les conduit à remplacer dans les usines les hommes partis au front.
- Dans l'entre-deux-guerres, le taux d'activité féminin progresse mais reste encore limité.

b. La généralisation progressive du salariat féminin pendant les Trente Glorieuses

- Après 1945, l'essor de l'électroménager et la maîtrise de la fécondité favorisent la généralisation progressive du salariat féminin, en particulier au sein des classes moyennes.
- La **population active** féminine double presque en valeur absolue entre 1962 et 2003, assurant l'essentiel de la croissance globale des actifs. Ce phénomène rapproche progressivement les taux d'activité des femmes de celui des hommes (elles forment aujourd'hui 45% des actifs, contre 33% en 1962).
- Cette évolution quantitative s'accompagne d'une transformation de la nature des activités des femmes. Bénéficiaires de niveaux de formation de plus en plus élevés (elles sont plus diplômées que les hommes aujourd'hui), elles occupent fréquemment des emplois qualifiés et à responsabilité jusque-là dévolus aux hommes. Les femmes sont 60 % dans le corps enseignant.

c. Des difficultés qui subsistent

- À partir des années 1970, les femmes sont particulièrement touchées par le chômage, le temps partiel et la précarité. Elles sont souvent contraintes d'accepter les emplois les moins bien rémunérés.
- L'essor du travail féminin est resté inégal. Le sexisme est encore présent : des inégalités criantes persistent dans l'emploi salarié. A niveau de qualification égal, les femmes sont fréquemment assignées à des postes subalternes. Les réussites individuelles de telle ou telle personnalité de sexe féminin ne doivent pas dissimuler les réalités : les femmes peuplent massivement le bas de l'échelle du salariat.
- Elles se heurtent aussi à un « **plafond de verre** » qui limite leur accès aux postes de responsabilité. Elles ne représentent encore aujourd'hui que 1/3 des cadres d'entreprise.

Conclusion

- réponse à la problématique :

À partir du milieu du XIXe siècle, l'industrialisation provoque en France d'importantes mutations sociales dont témoigne l'évolution de la **population active**. Le monde ouvrier progresse jusque dans les années 1970 avant de reculer ; les paysans s'effacent progressivement ; enfin, le secteur tertiaire est en plein essor. La **SALARISATION** croissante des femmes et, plus récemment, l'apparition du chômage de masse sont d'autres caractéristiques majeures du marché du travail en France.

- ouverture du sujet :

Les rythmes des mutations sont-ils identiques dans les autres pays occidentaux ?

Fiche bilan - Leçon n°3. **La population active, reflet des bouleversements économiques et sociaux : l'exemple de la France depuis les années 1850**

Notions :

SOCIÉTÉ POSTINDUSTRIELLE : société dans laquelle le secteur tertiaire est devenu la principale activité économique ; cette évolution va de pair avec l'élévation du niveau culturel et du niveau de formation de la population active.

DESINDUSTRIALISATION : diminution de la part du secteur industriel dans la population active et le PIB.

SALARISATION : augmentation des actifs salariés au détriment des travailleurs indépendants, et surtout des exploitants agricoles, dont le nombre a fortement baissé.

Vocabulaire et sigles :

Population active : ensemble des personnes travaillant ou ayant une profession, même si elles sont au chômage.

Plein emploi : prospérité économique caractérisée par un chômage faible et de courte durée.

Exode rural : mouvement de migration de populations des campagnes vers les villes.

Pays noir : région industrielle basée sur l'exploitation du charbon (par exemple le Nord-Pas-de-Calais).

Cols blancs : personnes employées dans le secteur des services.

OS : Ouvrier spécialisés. Désigne en réalité des ouvriers peu qualifiés.

« Plafond de verre » : expression apparue aux États-Unis à la fin des années 1970 pour désigner l'existence de règles implicites limitant l'accès de certains groupes (femmes, personnes issues de l'immigration) aux postes de responsabilité dans la vie politique et / ou économique.

Tertiarisation : forte croissance des effectifs du secteur des services.

« Fin des paysans » : la mécanisation et la motorisation de l'agriculture ont entraîné un effondrement du nombre des paysans ; les transformations sont telles que le sociologue Henri Mendras évoque en 1967 la « fin des paysans », c'est-à-dire la fin d'un mode de vie.

SMIG : Créé en 1950, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (indexé sur 213 articles) assurait un revenu minimum aux salariés les plus défavorisés.

SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance, indexé sur la croissance (créé en 1969) et dont le niveau est fixé annuellement par le gouvernement.

RMI : Revenu minimum d'insertion, créé en France en 1988 pour venir en aide aux populations les plus démunies : chômeurs en fin de droits, travailleurs précaires...

Repères chronologiques :

1850-1926 : France majoritairement agricole

années 1880 : début de l'exode rural

1884 : loi Waldeck-Rousseau autorisant les syndicats

1919 : journée de 8 heures

années 1920 : diffusion de l'organisation scientifique du travail

1926-1974 : France majoritairement industrielle

1931 : la population urbaine dépasse la population rurale.

1936 : Premiers congés payés.

**1950 : création du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti),
remplacé en 1970 par le SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de
Croissance)**

**Années 1950 et 1960 : massification progressive de l'enseignement
secondaire et supérieur français.**

Années 1970 : début du déclin des effectifs ouvriers.

Depuis 1974 : France majoritairement tertiaire

**Années 1980 et 1990 : élévation rapide du niveau de qualification de la
population active.**

1988 : Création du RMI

1995 : le taux de chômage atteint 10 % de la population active

1998 : loi Aubry sur la semaine de 35 heures

Productions graphiques (schémas, organigrammes...)